

TI-PI  
ET  
TI-BÉ:

BOURASSA  
A COMPE  
LA PÉRIODE  
PRÉ-REFERENDAIRE  
DE MOITIÉ !!



# LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Mercredi le 13 mai 1992

COUPERAIT-IL  
AUSSI DE MOITIÉ  
DANS LE CHOIX  
DES RÉPONSES !!?



## L'ire de Le Hir

**D**ix semaines après avoir été l'artisan des décrets contre les travailleuses et les travailleurs du secteur public, en décembre 82, le président du Conseil du Trésor du temps, M. Yves Bérubé, avait fait pour un journaliste du *Soleil* ce qu'on appelle un «bilan et perspectives». Visiblement, la coupure de 20 pour cent dans les salaires du secteur public ne le dérangeait pas trop.

«La vie est belle», avait-il affirmé, la bouche fendue jusqu'aux oreilles. Le journal en avait fait sa manchette. La vie de ce monsieur en avait été compliquée pendant quelques semaines. Mais comme il se savait destiné à un avenir prometteur — vice-président de SNC-Lavalin —, M. Bérubé, qui prenait le Québec pour une épicerie, s'en est vite remis.

La vie est belle aussi pour le président de la Banque Nationale, M. André Bérard. Il vient de mettre plus de 300 personnes à pied au siège social de sa banque, ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que «la récession est bel et bien finie.» Tout en attendant, sans doute, que les frères Reichman ne viennent à nouveau arnaquer sa banque. Pour Richard Le Hir, de l'Association des manufacturiers, c'est une autre affaire. La dernière proposition de Daniel Johnson l'a mis hors de lui. Si le gouvernement cède à chaque fois que quelqu'un parle fort, on s'en va à la ruine, a-t-il clamé.

Même chauves, les patrons ont toujours du toupet.

Michel Rioux



Mai 72: Marcel Pepin en prison, les trois autres membres de l'exécutif en train de fonder une nouvelle centrale, le secrétaire général Raymond Parent se retrouve seul: il tient le fort.

Page 8

**Rédaction**

Guy Ferland  
Monique Fortin  
Louis-Serge Houle  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Maroussia Kishka  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Collaborations**

Clément Trudel  
Denis Guénette

**Conception  
graphique**

Jean Gladu

**Mise en page  
électronique**

Jean Gladu  
Henri Jalbert  
Jean-Pierre Paré

**Photographe**

Alain Chagnon  
Hélène Rochon

**Caricaturiste**

Garnotte

**Soutien technique**

Candide Collin  
Lucie Desgagné  
Marie Lefebvre

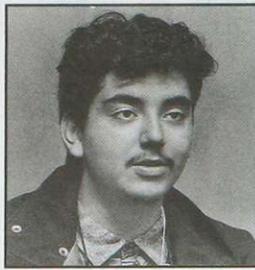
**Impression**

Les travailleurs et  
travailleuses  
syndiqués FTPF-CSN  
de l'Imprimerie sociale  
de Québec

**LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS**

est imprimé à 3000 exemplaires  
et distribué gratuitement aux  
congressistes pour leur  
information et leur plaisir...  
Une fois de retour dans vos  
syndicats, vous êtes autorisé-es  
(et fortement encouragé-es) à en  
reproduire le contenu.

# SONDAGE EXPRESS



**Alfaro Leonardo**

Non seulement, aux yeux d'Alfaro Leonardo, délégué de la CSN-Construction de Montréal, le Québec n'est-il pas à l'abri de la violence raciale, mais il en est déjà marqué: «Le monde est très raciste, dit-il. Ça se vit surtout dans les écoles, mais aussi dans les arcades, le métro, les rues, les discothèques. Quand tu parles anglais ou espagnol, tu te fais agresser...» Alfaro Leonardo évoque les deux agressions qu'il a subies à cause de ses origines.

Dans la construction, même situation. Les minorités forment des ghettos. Alfaro Leonardo estime qu'il appartient au gouvernement et au système d'éducation de prendre des mesures pour empêcher la montée du racisme.



**Richard Fortin**

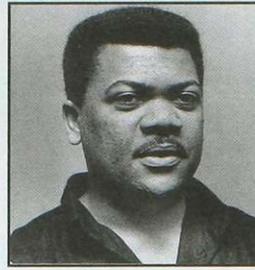
Richard Fortin, secrétaire du syndicat de peinture SICO de Québec, pense que le Québec n'est pas à l'abri de la violence raciale: «Avec les entreprises qui ferment et le chômage qui croît, l'incertitude augmente. Les immigrants sont plus nombreux, les autochtones plus revendicateurs, on se sent déstabilisé, on a peur de perdre son intégrité. Il en résulte une montée d'intolérance. Mais ce n'est pas du racisme. Le peuple québécois est en général très libéral.

«Je crois que comme majorité, on doit mettre des balises et prendre les moyens de les faire respecter par les nouveaux arrivants.»



**Marie-Claude Morin**

Marie-Claude Morin travaille à la Résidence Dorchester, à Montréal. Elle est inquiète de la violence, d'autant plus que le quartier Saint-Henri n'en est pas exempt. Elle cite les cas d'un noir abattu par les policiers, d'une femme assassinée et, près du centre d'accueil, des incidents raciaux. Tout cela suscite la méfiance. «On a modifié les horaires de travail et, surtout, le syndicat a entrepris un programme de rapprochement. Nous avons fait des liens avec l'école et parfois, les enfants du quartier viennent faire du bénévolat.»



**Georges Rémy**

Georges Rémy est président du Syndicat de l'hôtel Méridien à Montréal. Pour lui, le Québec n'est pas à l'abri de la violence raciale surtout à cause du contexte économique et social. «Quand il y a des incidents et que les policiers interviennent, ils nous demandent toujours: Avez-vous un problème? au lieu de questionner les protagonistes en général. De plus le gouvernement n'en fait pas assez pour intégrer les minorités visibles. Je crois que les syndicats doivent donner l'exemple en favorisant la participation des gens des minorités aux diverses instances syndicales.»



**Monique Simard**

Pour Monique Simard, ancienne vice-présidente de la CSN maintenant animatrice, le Québec n'est pas à l'abri de la violence raciale, même si notre situation est différente de celle de Los Angeles. «Je prends le pouls de la population, que ce soit sur les questions d'immigration ou encore sur l'affaire Marcellus François. Les gens ont peur, ils sont déconcertés. La nouvelle réalité multi-ethnique et culturelle du Québec, comme le contexte économique, favorisent cette tendance.» L'intégration des nouveaux arrivants à la communauté francophone pourrait, selon elle, aider à solutionner ce problème. «Ceux qui s'intègrent à la communauté anglophone se coupent de la majorité, aussi je m'oppose à ce qu'on élargisse l'accès de l'école anglaise pour les nouveaux arrivants.»

**Croyez-vous que le Québec  
est à l'abri  
de la violence raciale?**



**Raymonde Robinson**

Pour Raymonde Robinson, présidente du syndicat des employés de l'hôpital de Rimouski, le Québec ne fait pas exception: «Quand je vois le comportement des policiers, dit-elle, je ne suis pas sûre que les minorités soient traitées en égales. Ça peut arriver que les minorités posent des gestes. Mais ça se passe surtout dans les grands centres. Nous, en région, on est épargnés. On entend parler de la violence raciale, mais on ne la voit pas.»

Raymonde Robinson pense que la majorité des gens sont racistes: «On raconte sur les immigrants des histoires qui donnent d'eux une image négative; on ne reconnaît pas à ces gens leur vraie valeur.»

# Des états financiers solides

«Au cours des deux dernières années, le mouvement a été en mesure de soutenir et de rencontrer l'ensemble de ses responsabilités dans une situation économique particulièrement éprouvante.

«Les excédents réalisés pendant le dernier exercice financier seront forts utiles pour les deux prochaines années.»

C'est en ces termes que le trésorier de la CSN, Léopold Beaulieu, a commenté les états financiers présentés hier au congrès.

Celui-ci attribue les surplus réalisés au cours du dernier exercice financier à trois facteurs: les prévisions budgétaires adoptées par le 55e Congrès tenaient compte d'une conjoncture économique difficile; l'arrivée de nouveaux syndicats, et par conséquent de nouveaux membres, et enfin, un contrôle serré des dépenses. Le nombre de grévistes ayant été moins élevé que celui prévu constitue aussi un autre facteur déterminant.

Les états financiers présentent un surplus de \$13 819 183 qui se répartit de la façon suivante: \$12 726 176 au FDP et \$1 073 007 au budget de fonctionnement. Fait à souligner, l'actif du FDP s'est accru de \$3 714 586 de 1990 à 1992. Par ailleurs, le surplus enregistré au FDP a permis d'assurer un soutien financier exceptionnel aux syndicats du secteur de la santé et des services sociaux, ainsi qu'à leurs membres, pour un montant de \$7 544 199.



Léopold Beaulieu

## Organisation

### Les réponses

Un petit questionnaire circulait hier concernant l'organisation. En voici les réponses... une façon de mieux connaître cette activité importante pour le mouvement.

1. La CSN existe depuis 1921.
2. De 1990 à 1992, la CSN a syndiqué entre 11 000 et 12 000 nouveaux membres.
3. Le service confédéral d'organisation CSN existe depuis le congrès de 1978.
4. Au Québec, la proportion de travailleuses et de travailleurs non syndiqués est de 60%.
5. La CSN représente actuellement plus de 235 000 membres.
6. Les nouveaux membres CSN proviennent surtout du secteur privé, dans une proportion de 56%.
7. Le code du travail du Québec reconnaît, à l'article 3, le droit de se syndiquer à toute personne salariée.
8. Dans le secteur public, c'est la CSN qui représente le plus grand nombre de personnes salariées, soit 130 000 personnes.
9. La moyenne de membres par syndicats organisés (privé et public) depuis 1990 est de 36.
10. Le 56e Congrès traite de la syndicalisation dans deux recommandations, soit les recommandations 1.6 et 9.1.

## Les discussions se poursuivent

Les discussions se poursuivent entre les représentants des cinq organisations syndicales du secteur public (CSN, FTQ, FIIQ, SFPQ et SPGQ) et le gouvernement pour conclure une nouvelle entente sur une prolongation d'un an des conventions collec-

tives. Plusieurs textes doivent être parachevés, particulièrement celui sur le protocole relatif aux transferts et aux mouvements de personnel dans le cadre de la réforme Côté dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Lundi, les instances

du secteur public de la CSN se sont réunies pour étudier le cadre de règlement mis de l'avant afin de donner à leurs représentantes et représentants les mandats nécessaires à la conclusion d'une entente avec le gouvernement.

## Main-d'oeuvre

### CSN et FTQ d'accord

La CSN et la FTQ contestent les motifs qui ont conduit les employeurs à faire front commun, lundi, pour contrer la création de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre. La FTQ et la CSN ont indiqué que c'est précisément en invoquant des faux-fuyants, comme le fait la coalition, qu'elle risque de compromettre des orientations fondamentales pour le Québec en matière de développement de la main-d'oeuvre.

À la veille du dépôt du projet de loi, les deux organisations syndicales ont pressé le ministre Bourbeau d'accorder des pouvoirs réels et effectifs à cette société afin qu'elle puisse jouer un rôle dynamique et responsable. On demande, entre autres, que la société élabore, mette en oeuvre et gère, en collaboration avec les sociétés générales, l'ensemble des programmes élaborés dans le cadre des politiques de main-d'oeuvre, incluant les programmes d'employabilité et d'intégration au marché du travail.

# Des nouveaux membres heureux

Depuis deux ans, 11,000 nouveaux membres ont joint les rangs de la CSN. *Le Quotidien du congrès en a rencontré cinq, qui témoignent de leur expérience.*

Par Denis Guénette \*

Des gens comme Réal Tardif, à l'emploi de Sani-Mobile, à Alma, qui en avaient assez des dossiers disciplinaires du patron et des injustices quotidiennes.

«Difficile de planifier un budget quand le patron fait travailler ses amis et que les employés attendent un appel qui ne vient pas.»

S'ils ont choisi la CSN, ce n'est pas seulement pour améliorer leurs salaires. Les employés de Sani-Mobile voulaient, par exemple, se donner des services aussi essentiels qu'une toilette ou une salle de repos.

En apprenant la mauvaise nouvelle, le patron a eu une commotion. Il a ensuite tenté de les convaincre de changer de syndicat. Puis, de guerre lasse, il s'est assis à la table.

En juillet, les 65 employés du magasin Provigo centre-ville de St-Georges de Beauce fêteront le premier anniversaire de leur convention collective.

Malgré l'opposition farouche de leur patron-proprétaire, les syndiqués ont obtenu, après deux ans de démarches, un premier contrat de travail qui impose maintenant le respect.

On voulait un syndicat fort, précise Suzanne Grenier. Un syndicat qui se tient debout. On se sent moins menacés aujourd'hui parce qu'on a les moyens de maintenir nos acquis et de progresser.

Elles comptent obtenir bientôt ce que beaucoup de travailleuses de l'alimentation réclament: des sièges pour les caissières.

Marie-Maud Mirville représente les travailleurs et travailleuses du Holiday Inn Côte de Liesse, à Montréal. Un syndicat qui était, il y a trois semaines encore, affilié à la FTQ. «On avait

une convention, mais elle n'était pas respectée. On ne recevait pas l'appui nécessaire et on était mal payés. Nous n'avons pas encore de convention, mais déjà nous recevons des services de notre nouveau syndicat. Les patrons sont paniqués, mais ils nous respectent.»

Paul Lavoie, lui, est de retour à la CSN après cinq ans d'absence. Son syndicat, celui des employés de soutien de la Commission scolaire des Découvreurs, a décidé de revenir à la CSN, au terme d'un séjour désastreux dans une autre organisation.

«Tout ce que nous avons acquis a presque disparu en cinq ans. Les patrons faisaient ce qu'ils voulaient, nous n'avions plus de crédibilité. Les employés ne s'adressaient plus au syndicat de peur de se faire engueuler le lendemain par le patron.»

Pour ces 500 employés de soutien, le retour à la CSN représente une hausse de 50% des cotisations, un choix qui n'a pas été difficile, même en pé-



riode de récession.

Et le congrès, qu'en pensent-ils?

«Chaleureux! répond Suzanne Grenier. Ça nous donne l'énergie et la force de continuer. On se sent moins seule, c'est un bon remontant!»

«Ce que j'aime ici, ajoute Réal Tardif, c'est qu'on nous facilite la tâche; on s'occupe bien des nouveaux, et même s'il y a beaucoup de monde, c'est humain ce congrès-là.»

\* Denis Guénette est journaliste à Radio-Canada.

## Les syndicats en conflit

La présentation des syndicats en conflit, c'est un événement à ne pas manquer. Un must, comme on dit.

Depuis deux ans, 63 syndicats ont été en grève ou en lock-out. Mais le fait déterminant, c'est que la grande majorité des négociations ont été marquées au sceau de la récession. Plusieurs employeurs ont invoqué les difficultés économiques pour sabrer dans les acquis. Selon le vice-président Roger Valois, les syndicats doivent, surtout pendant cette période, faire preuve de vigilance pour limiter les effets de la récession. «La réalité, a-t-il déclaré, c'est que jamais, au cours des dernières années, la solidarité entre les travailleurs et les travailleuses, entre les salarié-es d'un même secteur, entre les syndicats d'une même région, et entre toutes les forces progressistes du Québec, n'aura été autant sollicitée.

La conjoncture économique a fait en sorte que, plutôt que de nous replier sur nous-mêmes, nous avons fini par nous lever pour dire: assez!».

Le vice-président a invité les délégué-es à se procurer le macaron de solidarité et la plaquette reprenant le thème du congrès pour appuyer les syndicats en conflit. Il s'agit des syndicats de Reynolds de Sainte-Thérèse, en lock-out depuis le 20 juin 1990, des yogourts et fromages Béatrice, en lock-out depuis le 7 novembre 1991, de Powermatic, en lock-out depuis neuf mois, de Great Lake Carbon de Berthier, en grève depuis dix mois, des employés municipaux de La Pocatière, en grève depuis le 17 février, de Kruger-Turcot, en grève depuis le 11 mars, de Placage au chrome, en grève depuis le 27 mars et de celui de l'entretien de la Place Ville-Marie, en grève depuis le 24 avril.

# Imaginons l'assemblée populaire

Que ce soit la première ou la quinzième fois, on n'assiste pas à l'ouverture du congrès de la CSN sans ressentir la vibration qui rassemble sur une même longueur d'ondes tant de personnes si différentes dans leur itinéraire de vie. Tant de personnes qui, en entrant dans la salle, ont l'impression que quelque chose de grand va se passer. Et qui répriment toutes le même frisson quand le président déclare ouvert le congrès.

D'abord se reconnaître, et prendre acte de nos aspirations communes, au-delà de nos individualités, c'est la grande opération de l'ouverture. Entendre dire, mais cette fois avec une portée immense, les choses que nous disons chacun de notre côté et qui inspirent notre action. Constaté que nous sommes nombreux à vouloir vivre dans une société plus harmonieuse, à vouloir rendre le travail plus intéressant et plus utile, c'est la grande inspiration de l'ouverture du congrès.

\*\*\*

Imaginons tout le travail de mise en commun qu'il y a derrière ce grand moment. Deux mille syndicats ont tenu d'innombrables assemblées depuis deux ans. Des dizaines de milliers de personnes ont échangé des idées, discuté, confronté leurs points de vue, développé des positions communes. Et les invités qui sont là pour nous rappeler que le même travail de débroussaillage et de rassemblement s'accomplit dans d'autres organisations.

C'est un grand moment de la démocratie populaire, celle sans laquelle la démocratie parlementaire ne serait que la dictature des plus forts, n'étant plus régénérée par la pression des gens qui s'organisent pour améliorer leur vie. Sans cette pression, la société se briserait rapidement, la loi du plus fort prenant vite le dessus.

LOS ANGELES...

COMBIEN À L'ÉCHELLE RICHLER\*?...



On s'engagerait alors dans le cercle vicieux de la violence qui appelle la répression, et de la répression qui appelle la violence. Les années 80 nous ont conduits au bord de cet entonnoir infernal, et les événements de Los Angeles sont venus souligner le danger de tomber dedans.

Mais les sursauts de solidarité des derniers mois permettent de garder espoir. Ce n'est pas rien que le gouvernement ait cessé de dénigrer les employés du secteur public et renoncé à son projet de retirer les augmentations déjà consenties. C'est parce que cette fois, il n'aurait pas eu le dessus dans l'opinion publique, les forces progressistes ayant davantage de tours de parole depuis quelque temps.

\*\*\*

Imaginons dans quelle société nous pourrions vivre si les milliers de syndicats et de regroupements populaires avaient moins d'embûches pour s'organiser, avaient plus de moyens pour se faire entendre, pour échanger leurs analyses et connecter leurs aspirations. Imaginons l'assemblée populaire, gardant sous surveillance l'assemblée parlementaire.

Guy Ferland

# Prendre les devants en matière d'environnement

Par Marc Laforge et Luc Latraverse

Devant l'incapacité des différents gouvernements à prendre leurs responsabilités et à assumer leur leadership en matière d'environnement, c'est la CSN qui doit combler ce vide et jeter les bases d'une véritable politique qui tiendra compte d'un développement durable.

La CSN se voit ainsi interpellée directement en vertu de ses responsabilités sociales.

«Un environnement sain, c'est ce qui fait que tu restes en vie,» explique Serge Lefebvre, président du Conseil central du nord-ouest québécois. «En ce sens, une politique environnementale, c'est aussi important qu'une politique fiscale,» ajoute-t-il.

## L'environnement à prendre au sérieux

Quelle tournure prendront les discussions du congrès sur l'environnement? En tout cas, de l'avis de Roger Laroche, responsable du dossier au Conseil central du Montréal métropolitain, elles ne doivent pas être prises à la légère. «La CSN sera le point de mire, sa position sera très attendue, il faut se brancher.» C'est pourquoi un bon débat s'impose, insiste Michel Éthier, président du syndicat national des employé-e-s de Kronos Canada, à Varennes. «Il faut que les enjeux soient clairs et que les militant-es comprennent qu'il ne faut pas uniquement voter pour le

plaisir de voter.» Et d'ajouter Ann Gingras, responsable du dossier environnement au Conseil central de Québec: «Il faut réaliser que ce qu'on va adopter en congrès, il va falloir ramener tout ça dans nos syndicats et l'appliquer.» Sur le contenu, Serge Lefebvre souhaite que la position de la CSN couvrira l'ensemble des éléments et ne favorisera pas une option — compostage, incinération etc — par rapport à une autre.

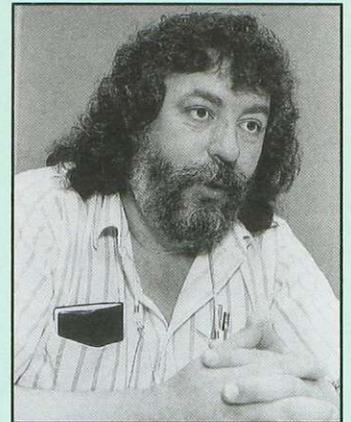
## Place à l'environnement

Depuis le début des années 80, la protection de l'environnement s'est glissée dans tous les courants de pensée: syndical, patronal et gouvernemental. Il faut, de toute évidence, admettre que la conscientisation s'est accélérée avec les incidents de St-Basile et de St-Amable. Gestion de crise. «Ce ne sont pas les syndicats ou les patrons qui bloquent, ce sont les ministres et l'opposition, qui n'ont aucune vision à long terme,» soutient Roger

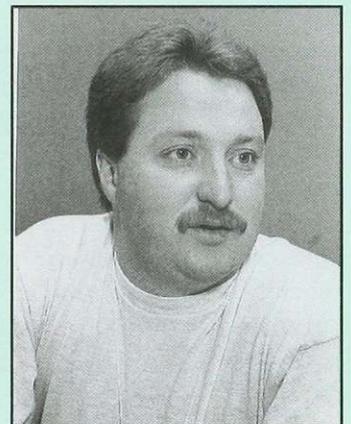
Laroche. «On n'est même pas en mesure d'avoir un plan. La prévention en environnement, c'est pire qu'en santé-sécurité. Il va falloir prévoir des moyens coercitifs.»

## Conserver son emploi ou protéger l'environnement

Débat difficile, mais combien incontournable. «Tous les syndicats sont d'accord pour arrêter la pollution, mais quand tu perds ta job... Ça va toujours mieux quand tu sais que l'employeur veut dépolluer. Mais la solution n'est pas facile à trouver, lance Michel Éthier. Alors, comment régler le problème? Question difficile qui déborde largement nos frontières. «Il faut mettre en place des normes environnementales internationales, tout le monde se partagera la facture, propose-t-il. Au lieu de respecter les normes plus sévères ici, les employeurs en profitent pour fermer nos usines et aller ailleurs.» Roger Laroche est également d'accord avec l'idée de développer des solidarités internationales. «Il faut qu'à la conférence de Rio sur l'environnement, cet été, les pays redéfinissent le développement.» Le problème, ajoute Serge Lefebvre, c'est qu'on a toujours opposé travail et



Serge Lefebvre, président du Conseil central du nord-ouest et membre fondateur du collectif environnement CSN.

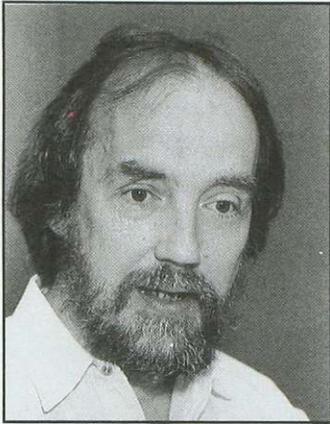


Michel Éthier, président du syndicat national des employé-e-s de Kronos Canada, à Varennes.

environnement parce qu'on a fait du développement anarchique. Il faut plutôt concevoir le travail en lien avec l'environnement.»

## Le rôle des syndicats

Traditionnellement, les syndicats ont associé l'environnement à la



**Roger Laroche, responsable du dossier environnement au Conseil central du Montréal métropolitain.**



**Ann Gingras, responsable dossier environnement au Conseil central de Québec.**

santé-sécurité. Aujourd'hui, l'environnement, c'est une question plus large; en fait, un défi global. Or, par où commencer? Selon Michel Éthier, l'environnement n'est pas encore une priorité. Ann Gingras abonde dans le même sens. «On ne s'occupe de l'environnement dans les syndicats qu'après les négociations

et les griefs. Il faut voter des politiques syndicales... et y adhérer, affirme-t-elle. Il faut réussir à atteindre nos gens et les impliquer directement, comme introduire chez nos membres la nécessité de recycler les produits de consommation.» Industriels, gouvernements, travailleurs, tous sont interpellés. «Recycler, c'est une chose, mais réduire la consommation, c'est mieux, soutient Roger Laroche. Une commission des Nations unies classait récemment le Canada au premier rang mondial pour la qualité de vie. Mais le Canada est aussi au premier rang pour la consommation d'énergie et la production de déchets.»

#### **Nos propres contradictions**

Jusqu'où s'exprime la volonté du citoyen, voire celle du travailleur CSN? «La CSN s'est prononcée en faveur d'une politique nationale en matière de transport en commun; pourtant, on réclame de plus grands espaces de stationnement au siège social à Montréal, soulève Roger Laroche. 70% des véhicules sont maintenant munis de dispositifs à air climatisé alimenté au fréon.» Comme quoi l'analyse globale est difficile à faire.

## PROPOS D'ÉCOLOGISTE

**Gaétan Malenfant**

**10 ans de luttes et de réflexions**

Travailleur social dans un CLSC de Rivière-du-Loup et militant syndical depuis 1974, Gaétan Malenfant est aussi un écologiste convaincu. Il vient de publier, aux éditions du CRIE, *Propos d'écologiste*. Faisant référence au colloque *Environnement et syndicats* organisé en novembre 1991, il écrit que son originalité résidait dans le fait «d'avoir permis à des représentants des principaux groupes écologiques d'y prendre la parole et d'insister sur des aspects de l'écologie. Le point majeur du débat fut l'emploi versus la protection de l'environnement, et comme dans l'ensemble de la société, ce sujet soulève des passions.» Le livre est en vente au kiosque de la documentation.

# Raymond Parent L'homme de mai 1972

Par Michel Rioux

**P**our comprendre, il faut recréer la scène.

Mai 1972. Depuis plusieurs mois, des débats déchirants traversent la CSN. Le premier Front commun tente de négocier une convention collective. Des dizaines de militantes et de militants sont condamnés à la prison. Pour avoir recommandé de ne pas respecter une injonction de la Cour supérieure, les présidents de la CSN, de la FTQ et de la CEQ entrent à la prison d'Orsainville, le 9 mai.

Profitant de l'absence de Marcel Pepin, trois membres du comité exécutif de la centrale — le vice-président Paul-Émile Dalpé, le trésorier

Jacques Dion, le directeur des services Amédée Daigle —, tentent de s'emparer de la centrale.

Demeure Raymond Parent, le secrétaire général.

Pendant les deux semaines qu'a duré ce premier emprisonnement, Raymond Parent est seul, à l'exécutif, à soutenir la ligne syndicale représentée par Marcel Pepin. Il tiendra le fort. En dépit de toutes les pressions. Mais soutenu, cependant, par des centaines de militantes et de militants sur tout le territoire.

Ceux qui veulent mettre la main sur le mouvement pourront compter sur un appui de poids: celui du

gouvernement libéral, trop heureux de profiter des circonstances pour mieux écraser les travailleuses et les travailleurs du secteur public. Des militants de ce parti, membres de syndicats affiliés à la CSN, avaient en effet divulgué, quelques jours plus tôt, avoir reçu une consigne signée par la présidente du parti, Lise Bacon, pour «mettre sur pied dans chaque localité un commando provocateur destiné à briser la lutte des travailleurs du secteur public». Raymond Parent le dénonçait en conférence de presse, le 20 mai.

Alors que des villes comme Sept-Îles ou Thetford Mines sont littéralement oc-

cupées par des travailleuses et des travailleurs qui n'acceptent pas le coup de force du gouvernement libéral, la partie est serrée à l'intérieur de la centrale. Les 3D, déçus de n'avoir pu prendre le pouvoir quand Marcel Pepin était revenu sur sa décision de démissionner de son poste, en octobre 1971, croyaient bien que, cette fois, c'était possible.

Dès lors, toute leur stratégie consistera à saboter les instances de décision, jusqu'au congrès qui devait se tenir un mois plus tard, le 11 juin.



Le 9 mai 1972, les présidents des trois centrales et plusieurs dizaines de militantes et de militants prenaient le chemin des cellules. Trois membres du comité exécutif de la CSN, profitant de l'absence de Marcel Pepin, tentent alors de s'emparer du mouvement. Resté seul, le secrétaire général Raymond Parent résiste aux pressions, aussi bien morales que physiques. «J'en suis extrêmement fier», dit-il vingt ans plus tard. Il y a de quoi. Il avait sauvé la CSN.

## Dans une lettre écrite en prison, Marcel Pepin exhorte Raymond Parent à défendre le mouvement.

20 mai 1972

Mon cher Raymond

En face des événements qui nous bouleversent tous, je sais que ta tâche est grande dans les circonstances. Tu es le seul à supporter le coup, puisque du fond de ma cellule, je suis tout à fait paralysé. Je suis certain, te connaissant assez, que tu as la capacité et que tu auras la force morale pour défendre avec succès notre mouvement. Nous avons mis notre vie dans cette organisation: ce n'est pas quelques-uns qui, pour des raisons mesquines, réussiront à nous abattre.

Je trouve ça davantage pénible d'être incarcéré à ce moment, mais je sais que tu en comprends les motifs.

Mes conseils seraient difficilement utiles, coupé du monde en partie comme je le suis. J'espère que mon appui moral indéfectible te permettra de passer à travers.

À bientôt et merci au nom des travailleurs.

Marcel

**Demain: le coup de force.**

## La Belgique, l'Europe et la crise fiscale

**E**n Belgique, comme ici, il y a une crise du régime fiscal. Comme ici, les syndicats s'opposent avec vivacité à des politiques gouvernementales qui ne luttent pas contre la fraude fiscale. Comme ici, les syndicats dénoncent la diminution constante des impôts sur les bénéfices des entreprises et la répartition inégale des taux d'imposition. Là, comme ici, le gouvernement dit ne plus avoir les moyens de maintenir les services sociaux tels qu'ils existent actuellement. La Confédération des syndicats chrétiens de Belgique (CSC), qui représente près d'un million et demi de membres, est de la lutte pour rendre le régime fiscal belge plus équitable et pour redonner au gouvernement les moyens d'assumer ses responsabilités sociales.

### L'Europe sociale

Il y a trois mois, l'Europe des 12 se réunissait pour signer un traité économique dans le cadre de ce que l'on connaît sous le nom d'Europe 92. Onze pays ont signé le volet social du traité, l'Angleterre s'y refusant. Par ce traité, ce sont de grands principes sociaux que l'on voulait reconnaître. «Pour les syndicats, il ne peut y avoir une Europe où il y aurait une union économique et monétaire, supposant la suppression des frontières accompagnée de la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, sans qu'à côté de cela il n'y ait une Europe sociale. On ne doit pas détricoter les systèmes sociaux qui se sont construits en Europe, dont celui de la Belgique, mais on doit plutôt faire évoluer les pays dont les systèmes sociaux sont les plus défavorisés au sein des 12, soit l'Espagne, la Grèce, le Portugal et l'Irlande», d'affirmer Josly Piette, secrétaire général de la CSC.

L'Europe 92, ce sont aussi des craintes pour les syndicats. Le traité d'union économique et monétaire doit être ratifié par tous les parlements d'ici 1996. Les syndicats européens se demandent ce qu'il adviendra des budgets sociaux si, effectivement, on adopte une monnaie unique pour les 12. «Nous craignons que les gouvernements n'aient plus aucune marge de manoeuvre pour réajuster et équilibrer leurs budgets. Actuellement, il est toujours possible de jouer un peu sur les fluctuations et dévaluations des monnaies pour parfois se donner cette marge de manoeuvre. Mais cela ne pourra plus se faire le jour où nous aurons tous la même monnaie. Et là, un des moyens privilégiés par les gouvernements pour ajuster leurs budgets sera de s'attaquer aux budgets sociaux. C'est ce que nous craignons et c'est ce qu'il faut éviter à tout prix», de conclure Josly Piette.

Jacqueline Rodrigue



## Rideau de fer rouillé

**Q**u'y a-t-il de commun entre Churchill et Gorbatchev? Une fois accomplie leur mission,

ils furent tous deux mis à l'écart, et les deux ont prononcé un discours d'importance dans une ville insignifiante du Missouri: Fulton.

On sait le talent de Winston Churchill pour galvaniser les Britanniques malgré les menaces de Herr Hitler — de Gaulle trouvait Churchill «bien assis à sa place de guide et de chef».

Tous furent témoins de l'habileté avec laquelle Gorbatchev a convaincu les occidentaux qu'un virage important allait se produire dans cet empire où le tsarisme une fois abattu, une autre forme de totalitarisme avait pris le relais.

Il y a une semaine donc, Mikhaïl Gorbatchev, à deux mètres d'une statue de Churchill, s'adressait à un auditoire américain, à Fulton, comme l'avait fait il y a 46 ans Churchill pour annoncer qu'un «rideau de fer» séparait désormais le monde capitaliste du monde communiste. Churchill avait lancé l'idée d'une unité à maintenir entre pays occidentaux pour garantir la paix. Gorbatchev, le 6 mai, a choisi de se faire défenseur des Nations unies dans un rôle élargi. Il a signalé que le rideau de fer était forcément désuet. Surprenant virage ou lucidité de celui qui vient en Amérique chercher un appui au plan de reconstruction de l'ex-URSS? Les malins signalent que la tournée américaine de Gorbatchev est largement financée par des hommes d'affaires...

Ce discours que la télévision américaine a diffusé en direct clame que la paix a des chances de s'implanter, mais qu'il y aura à mettre en valeur les principes et les mécanismes propres à transformer cette possibilité de paix en réalité. Ces propos pourraient s'insérer dans le récent rapport mondial sur le développement humain, du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Insistance sur le désarmement et sur un embargo aux exportations d'armes; savoir contenir et régler les conflits régionaux, mettre en pratique les droits de la personne et faire face aux problèmes démographiques et aux questions d'aide et de répartition des vivres.

Cap sur la paix et le progrès pour tous, nous dit Gorbatchev. L'humanité a payé un prix exorbitant, depuis un demi-siècle, à garantir un équilibre de terreur. Il faut que ça change!

Clément Trudel

# Le Petit Champlain

**P**oint de départ pour une randonnée dans le secteur de la Place royale et du Petit Champlain: la rue Dalhousie aux abords de la «traverse» pour Lévis et la Rive-Sud. De là, impossible de manquer la Place de Paris — Paris, France, évidemment — où trône une immense sculpture de blocs blancs, cadeau de monsieur le maire Jacques Chirac.

Derrière les beaux gros blancs blocs, une petite montée avec marches vous mène à la Place royale, superbement dallée, avec en prime un buste de Louis XIV, le Roi-Soleil, trônant au centre. Toutes les maisons ne sont pas encore restaurées, mais l'ambiance est unique. (Ne pas oublier de visiter la succursale — bien garnie — de la Maison des vins. Question de joindre l'utile à l'agréable!)

Quand les gens quittent la Place royale pour aller vers l'ouest, ils passent habituellement à

droite de l'église Notre-Dame-des-Victoires. Faites donc le contraire et empruntez la petite allée à gauche de l'église. Arrivés à l'arrière, un peu à gauche, de l'autre côté de la rue, vous allez voir un passage dans le mur d'une maison. N'hésitez pas à l'emprunter, même si vous voyez à un certain moment une affiche annonçant *propriété privée*: il vous permettra, en tournant à droite une centaine de pieds plus loin, de vous retrouver sur la rue du Cul-de-sac et derrière la Maison Chevalier.

En continuant sur la rue du Cul-de-sac, vous tomberez inévitablement sur le début du boulevard Champlain. Côté sud, nous sommes revenus face à la «traverse». Côté nord, une suite de restaurants, de commerces, de boutiques d'artisans. Avertissement: c'est beau, c'est

bon, c'est sympathique, mais c'est pas donné! Dans ce coin, les restaurants rivalisent d'audace pour ce qui est des noms: le Cochon dingue, l'Anse-aux-barques, le Pape Georges, le Lapin sauté. À vous le choix.

En longeant le côté nord, il y a de petits escaliers comme celui du Cul-de-sac ou encore du Quai du roi: ils mènent directement à la rue du Petit Champlain que l'on qualifie de plus vieux centre commercial de l'Amérique du Nord... et du Sud, pourquoi pas!

Si vous êtes montés par l'escalier du Quai du roi, à quelques pas sur votre gauche, vous verrez un petit établissement sympathique qui porte le nom de Chez madame Gigi, et où on retrouve des chocolats, des sucreries, des gâteries et du café. Avec un tel nom, impossi-

ble de passer inaperçu! Sur votre droite, un petit parc minuscule tout-à-fait magnifique, avec deux ou trois petits bancs à l'ombre de la falaise, du genre premier arrivé, premier servi. Une place pour rêver au temps passé.

Par beau temps, ce coin de Québec est animé autant le soir que le jour. Le jour, ce sont les commerces et les boutiques d'artisanat qui attirent l'attention. Mais les magasins de souvenirs font aussi de bonnes affaires. (Avons cherché une figurine d'un Nordique jouant au golf, mais ne l'avons pas trouvée.) Le soir, les restaurants fonctionnent habituellement à pleine capacité.

Sur cette lancée, vous finirez par vous retrouver devant la maison de Louis Jolliet. C'est là que vous pouvez prendre le funiculaire (\$0.85) pour retourner à la Haute-ville, devant le Château Frontenac.

## Québec historique 3



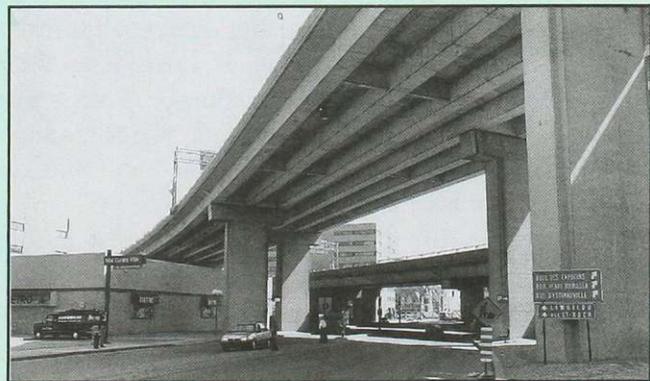
### KEBEKA LIBERATA

L'église Notre-Dame des Victoires, au coeur de la Place Royale, est érigée à l'endroit même où se situait l'Habitation de Champlain. Elle fut détruite lors des bombardements de Québec en 1759. Reconstituée en 1765, elle fut restaurée en 1888, puis en 1929. Connue d'abord sous le nom de l'église de l'Enfant-Jésus, elle prit le nom de Notre-Dame de la Victoire en 1690 et de Notre-Dame des Victoires en 1711, à l'occasion de deux victoires françaises sur les armées anglaises. Le curieux qui s'y aventurera remarquera certainement une petite phrase écrite au-dessus de l'autel: Deus Providebat Kebeka Liberata. On vous laisse trouver la traduction.

Tiré du *Guide historique de Québec*, d'Yves Tessier.

### UN TROU DANS LA VILLE

Ah! la fameuse autoroute Dufferin, ce qu'elle a pu en faire couler... de l'encre! Voie rapide pour parvenir dans la vieille ville, elle a aussi eu comme conséquence de massacrer un coin de la Basse-ville. Une réussite de l'ancien maire Lamontagne, ce qui lui a valu, par la suite, un poste de ministre fédéral et un autre de lieutenant-gouverneur. Ce qui prouve que, parfois, l'horreur paie.



## LA MÉTÉO SYNDICALE

Il fait trop chaud dehors. Attention au coups de soleil. Soyez à temps au congrès.

### Nos gagnants

La réponse à notre concours d'hier: Jean Marchand. Les gagnants: Robert Séguin (hôpital. Santa Cabrini SPTM); Roger Laroche (garderies Montréal); Mario Couture (Hôtel-Dieu Sherbrooke); Michel Taillefer, (hôpital. Ste-Justine); Sylvie Charbonneau (CLSC Maskoutains, Ste-Hyacinthe).

### Dîner syndiqué-e

Denis Larivière, travailleur au Hilton et responsable de l'information au CC de Québec, nous apprend que jeudi, au Caucus, restaurant du Hilton, les prix seront coupés de moitié pour les hommes, au dîner: \$7.95. Vendredi, ce seront les femmes qui bénéficieront du même privilège. Si vous voulez manger syndiqué-e — et non manger du syndiqué — profitez de l'aubaine.

### Le bon vieux temps

Lors du congrès, en 1921, la première résolution adoptée demandait la changement de la date officielle des déménagements du 1er mai au 1er juillet. À celui de 1922, on réclamait de porter à 50 heures par semaine la durée du travail pour les femmes et les enfants dans l'industrie du textile. À celui de 1926, on réclamait l'interdiction de l'entrée aux cinémas aux enfants de moins de 16 ans et la non-obligation pour les hommes de coucher à deux ou trois dans le même lit, dans les chantiers forestiers.



### NOTRE CONCOURS-PHOTO

Qui est le personnage à la droite de l'ancien président de la CSN, Marcel Pepin? Les cinq premières personnes inscrites au congrès de la CSN qui trouvent la bonne réponse et qui viennent nous voir à la salle de rédaction du *Quotidien du congrès* — salles Langevin et Alleyn — gagnent un t-shirt affichant le logo de votre journal préféré. Nous publierons demain la liste des gagnantes et des gagnants.

### Rumeurs, messages

Carotte et la CSN-Construction n'en reviennent pas comment les cheveux ont poussé sur la tête de M.L. (alias Ti-Poil) depuis le dernier congrès. Robert Roussy, conseiller à Val d'Or, a perdu ses bagages sur l'avion. Encore un prétexte pour renouveler sa garde-robe! Certaines délégué-es voudraient des photos de Pierre Paquette. Malheureusement, nous ne répondons plus à ce genre de demande. Mardi, c'était la fête de Line Cotton, du syndicat des municipaux de Gaspé. Et hier, celui de Françoise Bélanger, de l'hôpital Ste-Justine. Moins de trente ans, selon la rumeur.

### Divers

Robert Mitchell se promène en bonne compagnie. Tu pourrais la présenter à tes copains. Message des employées de bureau de la CSN au conseiller Réal Daoust (négo du secteur public): «Aurais-tu l'obligeance de faire tes photocopies toi-même et de devenir autonome?». Il y avait cinquante signataires. Trop pressées d'arriver au congrès, elles ont attrapé des contraventions: Louise Filteau, la secrétaire du président de la CSN (\$75); Jocelyne Caron, du service des ressources humaines (\$90); Christiane Fiset, du Centre hospitalier St-Vincent de Paul (\$90). Merci la police.

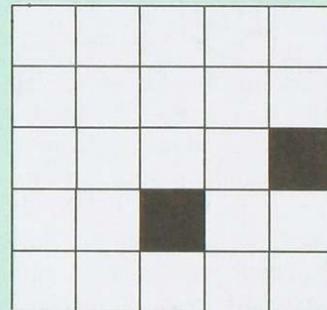
C'est pas  
parce qu'on  
parle de vous  
que c'est  
vrai

## L'HOROSCOPE DE MIMI PINSON

Primeur: demain, pétition de l'aide juridique. Faites-le avec amour.

### La pensée du jour

On veut ma tête, mais on ne l'aura pas. On veut mes capacités, mais on ne les aura pas. On veut mes explications, mais on les aura quand je voudrai bien les donner. On veut mes informations, mais on les aura quand je déciderai de les écrire. On veut des preuves, engagez un détective. En attendant, je suis au congrès de la CSN, à l'affût. Je n'ai encore rien dit, mais j'ai appris que Monique Simard va se marier cette année. La Taupe

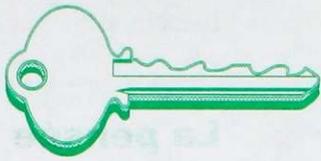


### Horizontal

1. Arrêt de travail.
2. Vallée aux versants abrupts.
3. Petite île.
4. Moitié de vers. Coup sur le tambour.
5. Anneaux de cordage.

### Vertical

1. Oiseau apparenté au merle.
2. Protester.
3. Compagne du premier homme.
4. Plaque de verre.
5. Préposition. Champion.



On ne nommera pas personne, mais nous connaissons tous un ou deux de ces êtres à l'esprit tout autant distrait que lumineux, mais qui ne sauraient passer une journée sans égarer quelque chose d'important, qui ses lunettes, qui sa clé de chambre d'hôtel, qui ses cartes de crédit, qui sa bonne humeur, etc, et n'entrons pas davantage dans les détails...

Hé bien! L'organisation du congrès a prévu cela également! Non pas de retrouver elle-même ce que vous pensez avoir perdu, mais de vous le restituer advenant le cas où une âme charitable aura pris soin de nous l'apporter au secrétariat général (salle Lavigueur). Oui, oui! On vous remet la bonne humeur aussi... Etc'est encore Hélène René qui s'en charge.



LA CAISSE D'ÉCONOMIE  
DES TRAVAILLEUSES ET  
TRAVAILLEURS  
DE QUÉBEC

«Depuis cinq ans, nous avons ensemble brassé de grosses affaires: une demi-douzaine de projets de coops commandant des investissements de plus de 20 000 000 \$ de votre part. Nous avons fait tout cela sans pratiquement jamais parler affaires au sens traditionnel du terme. L'emploi, le développement, les droits des personnes, la démocratisation, la participation, la modernisation, etc, ont été, plus souvent qu'autrement, les thèmes moteurs de notre partenariat. Décidément, vous faites la preuve que l'esprit d'entreprise peut être vigoureux, créateur et astucieux en affaires en s'alimentant à des valeurs sociales et humanitaires plutôt qu'à des impératifs de possession et de domination.»

Normand Campeau

Directeur général

Groupe de consultation

pour le maintien et la

création d'emploi du Québec

UNE FORCE  AU TRAVAIL

## C'est ce soir qu'on s'éclate!

On se demande bien pourquoi, l'organisation du congrès n'a pas retenu la suggestion unanime du Couche-Tard, du Lève-Tôt et de la Taupé à l'effet de tenir la soirée récréative de la semaine sur un bateau de croisière, encore cette fois-ci. Paraîtrait qu'on craignait trop de se faire envoyer paître dans les orties par l'armateur...mais ça, c'est juste des rumeurs.

En tout cas... C'est bel et bien dans la grande salle du Congrès que les délégué-es et leurs conjoint-es sont invités à venir lâcher leur fou et torturer leurs cors aux pieds, ce soir mercredi. Le spectacle débute officiellement à 20 heures, mais on vous signale que c'est gratuit et que c'est le principe du «premier arrivé, premier servi» qui prévaut. Et comme on attend beaucoup, beaucoup de monde... vous savez quoi faire.

Toujours est-il que la soirée est divisée en deux temps,

comme la valse du même nom. C'est cependant avec du bon vieux *rock and roll* des années 50 qu'on nous abreuvera, d'abord dans une revue musicale d'une

durée d'une heure et demie offerte par Viva

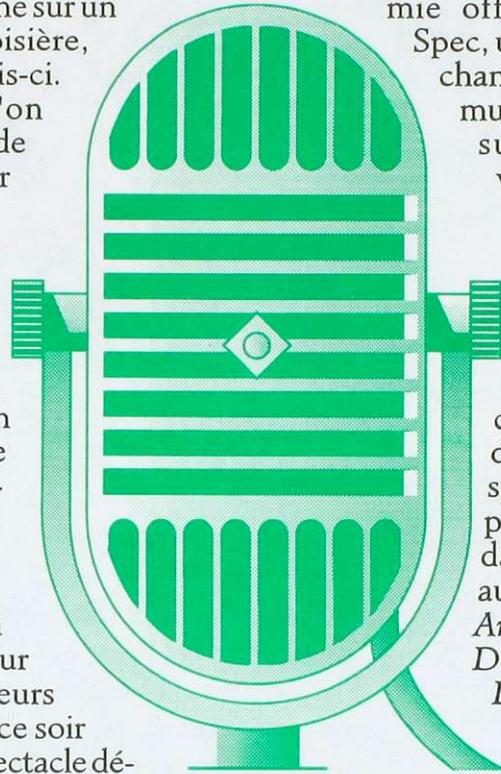
Spec, un groupe de six chanteurs et quatre musiciens. Et ensuite,

lorsque vous serez bien réchauffés et trempés dans l'ambiance de ces années folles de

l'après-guerre, ce sera votre tour de donner le spectacle, sur le plancher de danse cette fois, au rythme de *Rock Around the Clock*, *Don't Be Cruel*, *Don't Step on My Blue Suede Shoes* et autres éternels

succès de l'époque. Oui-oui... Y aura sûrement aussi *Love Me Tender* et *Ebb Tide* pour les romantiques et les frotteux de belles...

Ah oui! C'est à 9 heures pile, la reprise des travaux, demain matin... Amusez-vous bien!



## La violence familiale: on en cause

**L**e comité de la condition féminine vous convie ce midi à un diner causerie sur la violence familiale, animé par la co-présidente du Comité canadien sur la violence faite aux femmes, Mme Marthe Asselin-Vailancourt. L'événement a lieu à la salle Panorama, au 23e

étage de l'hôtel Hilton.

Un kiosque, situé dans le hall d'entrée, offrira toute la journée divers documents concernant la condition féminine en général, ainsi que le formulaire d'inscription et le programme du Forum des femmes des 29, 30 et 31 mai prochains.